

# **Analyse du partage de l'information entre administrations du CDPIFP**

Février 2023

# Résumé du tableau de bord



Les administrations recherchent des pratiques exemplaires pour améliorer l'expérience numérique des citoyens et dissiper les préoccupations liées à l'utilisation abusive des technologies d'identité numérique par l'entremise de la collaboration.



Les administrations cherchent à obtenir des renseignements sur les plans de lutte contre le racisme, sur l'accessibilité et sur l'EDI, ainsi que sur les programmes efficaces qui visent à combler les lacunes en matière d'accès numérique et d'équité en matière d'alphabétisation.



Les administrations veulent connaître les obstacles à l'accès aux services numériques pour les groupes marginalisés et améliorer la collaboration pour comprendre leurs besoins.



Les administrations cherchent des pratiques exemplaires et des leçons apprises à l'échelle du gouvernement relativement à la gestion des services et à l'intégration de l'inclusion et de l'accessibilité dans les services numériques et non numériques.



Les administrations accordent la priorité à la mise à jour des infrastructures et s'intéressent aux pratiques exemplaires en matière de conception de services centrés sur le client afin de rendre l'expérience des citoyens plus fluide et plus accessible.



Les administrations ont besoin de ressources qualifiées et d'une capacité accrue en matière de cybersécurité pour soutenir le passage aux services numériques aux niveaux fédéral, provincial, territorial et municipal.

# Priorités gouvernementales actuelles FPTM

**Alignement prioritaire** : La plupart des priorités de prestation de services notées dans les documents de partage de l'information du CDPIFP s'harmonisent avec les priorités stratégiques du CDPIFP et des Conseils mixtes.

- **Cybersécurité** : Les administrations sont préoccupées par l'augmentation des cybermenaces et ont accordé une grande priorité à l'amélioration de leurs mesures de cybersécurité. Les efforts sont axés sur l'identification et l'atténuation des vulnérabilités potentielles, la mise en œuvre de plans de réponse aux incidents solides et la sensibilisation des citoyens et des employés aux pratiques en ligne sûres.
- **Approvisionnement en matière de TI** : Les administrations cherchent à rationaliser leurs processus d'approvisionnement en matière de TI, en mettant l'accent sur la réduction des coûts et l'augmentation de l'efficacité. Des efforts sont déployés pour normaliser les pratiques d'achat, établir des directives claires pour la sélection des fournisseurs et mettre en œuvre des outils modernes de suivi et de gestion des activités d'achat.
- **Nuage** : Les administrations reconnaissent les avantages de l'informatique en nuage et y transfèrent de plus en plus leurs services et applications. Des efforts sont déployés pour garantir que les données et les systèmes sont sécurisés, conformes et facilement accessibles, en mettant l'accent sur la sélection des bons fournisseurs de services en nuage et la mise en œuvre des pratiques exemplaires en matière de gouvernance du nuage.
- **Technologie émergente** : Les administrations sont désireuses d'explorer et d'adopter les technologies nouvelles et émergentes pour améliorer la prestation de services, accroître l'efficacité et mieux servir les citoyens. Des efforts sont déployés pour identifier et évaluer les nouvelles technologies, telles que la chaîne de blocs, l'IoT et la 5G, et pour élaborer des stratégies visant à les mettre en œuvre de manière à répondre aux besoins des citoyens et des parties prenantes.
- **Recrutement et rétention du personnel** : Les administrations sont confrontées à des difficultés pour recruter du personnel possédant les bonnes compétences et pour retenir le personnel actuel. Des efforts sont déployés pour améliorer les stratégies de recrutement et de maintien en poste, notamment en proposant des rémunérations et des avantages sociaux compétitifs, en offrant des possibilités de développement professionnel et en créant une culture de travail positive.

# *Priorités des Conseils mixtes :*



## Confiance numérique et justificatifs d'identité

Les administrations continuent d'évoluer et d'innover dans leurs objectifs prioritaires en matière d'identité numérique. Il y a une nette progression vers l'optimisation des possibilités d'utilisation des nouvelles technologies, des outils et des méthodologies afin d'appuyer l'utilisation améliorée et étendue de l'identité numérique au sein du gouvernement numérique.

Les administrations continuent de favoriser l'écosystème de l'identité et des justificatifs numériques en participant à divers programmes d'élaboration de stratégies consacrés à cette priorité.

Les administrations ont fait beaucoup de progrès dans la création de divers services adaptés au Web qui simplifient le processus de vérification de l'identité d'une personne et facilitent le processus de demande d'aide sociale. Les administrations incluent des mécanismes de semi-automatisation pour accélérer le traitement et réduire l'intervention manuelle.

# *Priorités des Conseils mixtes :*

## Services axés sur les citoyens



La connectivité numérique après la phase principale de la pandémie de COVID-19 est essentielle pour que les citoyens et les entreprises puissent accéder aux services gouvernementaux. De nombreuses administrations misent sur la validation des systèmes et le maintien de la stabilité des infrastructures afin d'appuyer et de répondre aux demandes de services des citoyens.

Les administrations ont noté que les technologies de tous les jours ont un coût en termes de ressources environnementales, de consommation d'énergie et de déchets électroniques.

Nombre d'entre eux s'interrogent sur la mesure dans laquelle les impacts environnementaux devraient être pris en compte dans les décisions informatiques des organisations et des entreprises.

Cherchant à améliorer l'efficacité de la prestation de services et à relever les défis actuels et les exigences futures, diverses administrations continuent de mettre en place et d'améliorer des plateformes de gestion de l'information numérique et de données analytiques, qui s'appuient souvent sur l'expérience d'autres administrations à tous les niveaux.

# *Priorités des Conseils mixtes :*



## Recherche et intelligence stratégique

Le sujet de la cybersécurité continue d'être un sujet de réflexion pour tous les niveaux de gouvernement. Les organisations améliorent leurs pratiques de cybersécurité afin de protéger les systèmes, les réseaux et les programmes. Toutefois, de nombreuses administrations ont fait état d'une situation très difficile liée au recrutement de personnel informatique spécialisé.

Toutes les administrations améliorent les solutions matérielles et logicielles, ainsi que les stratégies de cybersécurité pour correspondre à leurs efforts de transformation numérique afin de suivre le rythme des nouvelles technologies, de renforcer la protection de la vie privée et d'améliorer les services aux citoyens.

Les administrations mènent des efforts de modernisation du matériel et des logiciels et de transformation numérique pour mettre à niveau les applications et les systèmes qui approchent de leurs cycles de fin de vie. Les solutions basées sur le nuage sont de plus en plus encouragées, et la formation du personnel est nécessaire pour maintenir la continuité des connaissances.

# *Priorité du CDPIFP :*

# Cybersécurité

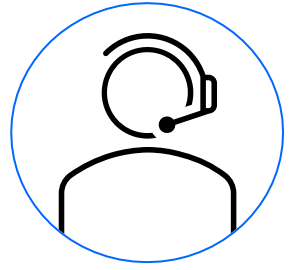


Les administrations ont fait des progrès considérables dans l'amélioration de leurs mesures de cybersécurité pour se protéger contre les cybermenaces. Il s'agit notamment d'identifier et d'atténuer les vulnérabilités potentielles de leurs systèmes, de mettre en œuvre des plans de réponse aux incidents solides et de sensibiliser les citoyens et les employés aux pratiques en ligne sûres.

Les administrations ont également commencé à donner la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de pratiques en matière de cybersécurité, afin de garantir la sécurité et la conformité de leurs systèmes et réseaux. En outre, les administrations procèdent régulièrement à des évaluations de la sécurité et à des tests de pénétration afin d'identifier toute vulnérabilité et d'y remédier de manière proactive.

Outre les mesures techniques, les administrations misent également sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de procédures de cybersécurité, telles que des plans de réponse aux incidents, des plans de gestion des incidents et des procédures de signalement des incidents, afin de veiller à ce qu'elles soient prêtes à répondre aux cyberincidents et à s'en remettre.

# *Priorité du CDPIFP :* Recrutement et rétention du personnel



Les administrations ont reconnu que la dotation en personnel et le maintien en poste sont une priorité essentielle pour le succès de leur prestation de services.

Pour améliorer les stratégies de recrutement et de fidélisation, les administrations se sont attachées à offrir des rémunérations et des avantages sociaux compétitifs, tels qu'une assurance maladie, des plans de retraite et des modalités de travail flexibles.

Les administrations ont également travaillé à la création d'une culture de travail positive qui valorise l'engagement des employés, la diversité et l'inclusion.

Cela comprend la mise en œuvre d'enquêtes sur l'engagement des employés, la création de groupes de ressources pour les employés et la promotion d'initiatives de diversité et d'inclusion.

Les administrations cherchent activement de nouveaux moyens d'attirer et de retenir les meilleurs talents. Il s'agit notamment d'expérimenter de nouvelles méthodes de recrutement telles que les plateformes en ligne, les médias sociaux et le programme de parrainage des employés.



# *Priorité du CDPIFP :*

## Nuage



L'informatique en nuage est devenue une priorité pour de nombreuses administrations qui cherchent à améliorer leur prestation de services et leurs opérations. En tirant parti de l'évolutivité, de la flexibilité et de la rentabilité du nuage, les administrations peuvent stocker et traiter de grandes quantités de données, exécuter des applications et accéder à de nouvelles technologies telles que l'IA et l'apprentissage automatique.

En outre, les juridictions prennent des mesures afin de veiller à ce que leur utilisation du nuage soit sécurisée et conforme aux réglementations en vigueur. Il s'agit notamment de mettre en œuvre des mesures de sécurité, tels que le cryptage et l'authentification multifactorielle, et de surveiller régulièrement les environnements en nuage pour détecter les menaces potentielles.

En outre, les administrations explorent différents modèles de déploiement en nuage afin de déterminer celui qui convient le mieux à leurs besoins spécifiques et à leurs cas d'utilisation. Il s'agit notamment d'évaluer les implications de chaque modèle en termes de sécurité, d'évolutivité et de coûts, et de choisir celui qui offre le meilleur équilibre entre les fonctionnalités, les avantages et les risques. Ce faisant, les administrations espèrent maximiser la valeur de leurs investissements dans le nuage et réduire les risques.

# *Priorité du CDPIFP :* Approvisionnement en matière de TI



Les administrations accordent une grande importance à l'approvisionnement en matière de TI comme moyen d'améliorer la prestation de leurs services et leurs opérations. Cela inclut l'évaluation de leur infrastructure informatique actuelle et l'identification des domaines à améliorer, ainsi que la recherche et l'acquisition de nouvelles technologies et solutions susceptibles de les aider à atteindre leurs objectifs.

Les administrations s'efforcent également de rationaliser leurs processus d'approvisionnement, notamment en mettant en œuvre des systèmes d'approvisionnement en ligne et en automatisant leurs flux de travail en matière d'approvisionnement. Cela leur permet d'évaluer et de sélectionner plus efficacement les fournisseurs, de négocier les contrats et de gérer le cycle de vie des achats.

Les administrations accordent également une grande importance à la gestion des fournisseurs informatiques. Il s'agit notamment d'établir et d'entretenir des relations solides avec leurs fournisseurs informatiques, de contrôler régulièrement le rendement des fournisseurs et de veiller à ce que ces derniers respectent leurs obligations contractuelles. Ce faisant, les administrations veulent veiller à ce qu'ils reçoivent des produits et des services de la plus haute qualité au meilleur prix possible. En outre, ils sont également en mesure de

## *Priorité du CDPIFP :*

# Technologies émergentes



Comme la technologie continue d'évoluer à un rythme rapide, les administrations accordent une grande priorité à la mise à jour des technologies émergentes et à l'identification de la façon dont elles peuvent être exploitées pour améliorer la prestation de services et les opérations.

Les administrations étudient également les moyens de favoriser l'innovation et l'expérimentation des technologies émergentes. Il s'agit notamment de créer des laboratoires d'innovation, de financer des projets-pilotes et de fournir des formations et des ressources pour aider le personnel à acquérir les compétences nécessaires pour travailler avec les nouvelles technologies.

Les administrations élaborent également des stratégies pour gérer les risques associés aux technologies émergentes. Il s'agit notamment d'évaluer les implications des nouvelles technologies en matière de sécurité, de protection de la vie privée et de réglementation, et d'élaborer des politiques et des procédures pour régir leur utilisation.

# Questions et besoins

## Collaboration entre les administrations

Le modèle de partage de l'information offre aux administrations la possibilité de documenter tout problème de prestation de services besoin actuel.

Le partage de ces informations permet une collaboration entre les administrations au sein du CDPIFP afin d'appuyer la résolution de problèmes et l'apprentissage afin de relever les défis et de faire avancer les priorités (c'est-à-dire l'échange des pratiques exemplaires, des leçons apprises, des projets-pilotes, etc.).

## Domaines spécifiques

Les organisations FPTM ont identifié des domaines spécifiques où une collaboration entre les administrations serait bénéfique. Les domaines prédominants mentionnés par les administrations ont été regroupés dans les thèmes suivants :

# 6 principaux domaines

1

Milieu de  
travail hybride

2

Cadres de  
gouvernance  
de  
l'information  
et des  
données

3

Défis en  
matière de  
personnel  
et de  
capacité  
numérique

4

Technologies  
de  
l'information  
et de la  
communication

5

Cybersécurité

6

Expérience  
numérique  
améliorée  
IDÉA  
(Inclusion,  
Diversité,  
Équité,  
Accessibilité.)

# Milieu de travail hybride



Les administrations sont intéressées à apprendre comment **le passage au travail hybride** influence les stratégies à long terme des autres administrations dans des domaines clés, la conception des réseaux, l'infrastructure, l'adoption du nuage, l'adoption/migration des technologies mobiles, les services d'IA, l'analyse des données, etc.

Les administrations s'intéressent également à **ce que sont les plans à long terme des autres administrations pour un lieu de travail numérique hybride.**

# Cadres de gouvernance de l'information et des données



Les administrations souhaitent s'informer sur les cadres de gouvernance de l'information et des données qui permettent une gouvernance au niveau de l'organisation (ensemble du gouvernement). L'utilisation et l'expansion de l'Open Source présentent un intérêt particulier.

Les administrations à tous les niveaux continuent de **valoriser les** systèmes et processus de **mesure de le rendement de l'information et des données.**

# Les défis du recrutement et de la rétention du personnel



De nombreuses administrations aimeraient savoir comment les autres administrations gèrent les **problèmes de recrutement et de rétention du personnel en matière de GI/TI**. Ils aimeraient également savoir si une approche interne ou externe devrait être utilisée pour pallier ces difficultés. Les stratégies visant à retenir les talents spécialisés dans la cybersécurité et les talents numériques en général présentent un intérêt particulier.



# Technologies de l'information et de la communication (TIC)



Les administrations s'intéressent aux partenariats et aux leçons apprises des autres en ce qui concerne la détermination des **coûts des lacunes en matière d'accessibilité des diverses formes de TIC**. Ce point sera essentiel lorsque le gouvernement fédéral élaborera les exigences pour informer la phase 2 de la norme sur l'accessibilité des TIC en ce qui concerne le contenu Web existant, les documents, le matériel et les logiciels, ainsi que d'autres facteurs.

# Cybersécurité



De nombreux gouvernements ont créé et ancré leurs propres divisions de services de cybersécurité afin d'appuyer la protection de leurs actifs informationnels et technologiques.

Les administrations cherchent à comprendre les pratiques exemplaires pour s'engager avec les parties prenantes appropriées afin de renforcer la **posture globale de sécurité interne** et de maintenir des niveaux actualisés de services de protection des données.

# Expérience numérique améliorée par l'IDÉA



Des efforts constants sont déployés pour améliorer sensiblement l'expérience des citoyens en matière de services numériques directs.

Les administrations seraient intéressées à connaître les pratiques exemplaires IDÉA (Inclusion, Diversité, Équité, Accessibilité) pour fournir des services numériques et de données avancés de manière inclusive et à un rythme soutenu **services numériques et de données avancés, de manière inclusive et au rythme** les administrations sont intéressées par les pratiques exemplaires d'IDÉA (Inclusion, Diversité, Équité, Accessibilité) pour fournir des services numériques et de données avancés, inclusifs et au rythme souhaité, à la fois directement à leurs citoyens respectifs pour améliorer leur interaction avec le gouvernement, et en partenariat avec d'autres acteurs gouvernementaux pour permettre une exécution rapide de leurs mandats.

# Vitrine : administrations

# Réalisations des

Dans les documents de partage de l'information du CDPIFP de l'hiver 2023, les organisations FPTM ont présenté les initiatives et les résultats actuels et en cours dans leurs administrations. Les éléments suivants sont des exemples de réalisations notables.

*Veillez consulter les notes sous chaque diapositive pour obtenir la liste complète des réalisations partagées par les administrations.*

# Fédéral

- Gouvernement du Canada

### **1) Gestion de portefeuilles organisationnels :**

A établi un modèle de portefeuille afin de miser sur la mobilisation, l'habilitation et la surveillance des investissements ministériels dans le but d'accélérer et de renforcer les progrès de la stratégie et des priorités de l'Ambition numérique dans l'ensemble du gouvernement du Canada (GC).

### **2) Gestion des données et des informations**

Création du Comité des sous-ministres adjoints sur les données et l'information, chargé de prendre des mesures dans les domaines prioritaires pour la gouvernance et la gestion des données et de l'information au sein du GC.

### **3) Gouvernement ouvert et portails**

Publication du Plan d'action national pour un gouvernement ouvert 2022-2024 le 22 septembre 2022. Pour favoriser la transparence et la responsabilité, les mises à jour de la mise en œuvre se font par le biais d'un suivi en ligne.

Soutien à l'organisation du Sommet sur les données

ouvertes 2022, organisé par la ville de Whitenorse en novembre 2022.

### **4) Accessibilité des TIC**

Tenue d'un engagement ciblé avec les principales parties prenantes internes et externes (associations commerciales et informatiques) à la fin de l'automne 2022 sur le projet de norme sur l'accessibilité des technologies de l'information et des communications. La norme établira les éléments fondamentaux des TIC afin de rendre la technologie utilisable par tous les fonctionnaires fédéraux. Les domaines d'intérêt comprennent les nouveaux achats, le contenu web, les documents, le matériel et les logiciels.

# Provincial/territorial

- Alberta
- Colombie-Britannique
- Nouveau-Brunswick
- Terre-Neuve et Labrador
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Territoires du Nord-Ouest
- Ontario
- Yukon
- Saskatchewan

### **1) Mise en œuvre de Microsoft 365**

Service Alberta, au sein du gouvernement de l'Alberta (GA), poursuit son programme de trois ans visant à déployer les produits Microsoft 365 (M365) à l'ensemble du personnel du GA, avec une date cible d'achèvement du programme en septembre 2023.

### **2) Programme *Cloud Enablement* du GA**

Le programme d'informatique en nuage du GA est une initiative sur 3 ans visant à acquérir, contracter et construire une présence du GA dans les 3 principaux fournisseurs de nuage.

### **3) Mise en œuvre de la plateforme BERNIE**

Service Alberta a mis en œuvre le système BERNIE. BERNIE (un nom, pas un acronyme) est un groupe de capacités partagées conçues en pensant à l'utilisateur et au gouvernement, fournissant une plateforme numérique pour les capacités commerciales afin de fournir des services plus rapides, plus efficaces et à moindre coût.

### **4) Cybersécurité**

La division Cybersécurité continue de déployer des outils de sécurité supplémentaires, principalement ceux disponibles dans le cadre de l'accord d'entreprise E5 de Microsoft. Ces outils, dont Defender pour point de terminaison, Advanced Threat Protection, SafeClick/SafeAttachments et bien d'autres, se sont avérés très efficaces pour surveiller les problèmes et y répondre.



### **1) Plan de données provincial de la Colombie-Britannique**

Les nouvelles normes et directives relatives aux données sur le genre et le sexe ont été approuvées. La nouvelle norme et les nouvelles lignes directrices sur les métadonnées ont été approuvées. Une consultation sur le projet de politique de gestion des données est en cours (les responsables des données et les MCIO de l'ensemble du gouvernement sont actuellement invités à l'examiner et à y contribuer). Le partenaire client a été sélectionné et la planification est en cours pour le projet-pilote de registre de données faisant autorité.

### **2) Législation sur les données antiracistes**

Le 2 juin 2022, la *Loi sur les données antiracistes* est entrée en vigueur. Il s'agit de l'un des premiers textes législatifs à être élaboré conjointement avec les peuples autochtones dans le cadre de la *Loi sur la déclaration des droits des peuples autochtones*. La *Loi* mise sur quatre domaines clés : la collaboration avec les peuples autochtones, la collaboration avec les collectivités racisées, l'augmentation de la transparence et de la responsabilité, et l'obligation pour le gouvernement de publier des informations chaque année.

### **3) Programme d'identité et de confiance numériques (DITP).**

En collaboration avec l'Ontario et le Québec, ainsi qu'avec des experts du monde entier, nous avons développé et lancé des certificats numériques pour permettre aux individus de partager des informations numériques vérifiables. La Colombie-Britannique cherche des moyens d'améliorer l'expérience de l'adoption d'applications de logiciel-service qui aident les secteurs de programme du gouvernement à collaborer, à améliorer l'efficacité et à fournir des services aux citoyens.

### **1) Identification numérique**

Plus de 45 % de la population du Nouveau-Brunswick est inscrite sur notre plateforme d'identification numérique MaSantéNB, un effort de collaboration avec Services Nouveau-Brunswick, le Bureau du dirigeant principal de l'information et le ministère de la Santé, qui permet aux citoyens d'accéder en ligne aux résultats de leurs tests de la COVID-19.

### **2) La cybersécurité**

Nous avons achevé le déploiement de la cyberformation Beauceron auprès de tous les employés du gouvernement central et d'une grande partie des employés du secteur de la santé. Mise en œuvre d'un cyber exercice de simulation pour améliorer la réponse aux incidents du centre des opérations de sécurité (SOC).

### **3) Archives provinciales et gestion de l'information**

La modernisation du système de gestion du contenu des archives se poursuit avec la révision de la composante « Centre des documents ». Début janvier, la fonction de gestion automatique du cycle de vie des équipes (en partenariat avec Service NB) sera déployée.

### **4) Équipe sur la transformation numérique (ETN)**

L'ETN continue d'améliorer la prestation de services du GNB en travaillant avec les ministères pour offrir davantage de services en ligne aux résidents du NB. Plusieurs projets ont été identifiés pour les 6 à 9 prochains mois.

### **1) Solution d'établissement de rapports normalisée (Oracle APEX)**

Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador (GTN) dispose actuellement de plusieurs solutions d'établissement de rapports. Une approche normalisée d'établissement de rapports permettra d'exploiter un outil de rapport unique qui donnera aux utilisateurs ministériels le contrôle de leurs données et réduira les dépendances au soutien en matière de TI.

### **2) Salle de données virtuelle**

GTN a piloté avec succès la solution des salles de données virtuelles de Kiteworks pour partager et restreindre les fichiers en toute sécurité avec les intervenants internes. Le travail est maintenant en cours pour mettre en œuvre la salle de données virtuelle de Kiteworks pour les services clients.

### **3) Statistiques de l'état civil – Notification électronique de décès (NÉD)**

Le GTN a mis en œuvre avec succès une solution NÉD en partenariat avec le Bureau des statistiques de l'état civil et son fournisseur de solution, les autorités sanitaires provinciales, le NLCHI et le gouvernement fédéral. À l'échelle provinciale, la solution NÉD fournit un processus sécurisé, efficace et numérique pour la notification et l'enregistrement des décès. Au niveau fédéral, la solution NÉD appuie les efforts visant à améliorer la rapidité de l'enregistrement et de la notification des décès dans tout le Canada, à améliorer l'intégrité des principaux programmes gouvernementaux qui dépendent des informations sur les décès et à fournir une meilleure expérience de prestation de services aux citoyens.

### **4) Programme de validation des assurances (PVA)**

En partenariat avec le Bureau d'assurance du Canada, a lancé un programme numérique de validation d'assurance pour améliorer la façon dont la Division de l'immatriculation des véhicules de la province détermine si un véhicule est couvert par l'assurance obligatoire.

### **1) Programme d'identité et de confiance numériques**

La validation de la carte d'assurance-maladie a été ajoutée à NSiD (la plateforme d'identité numérique de la province de la Nouvelle-Écosse) afin d'ouvrir l'accès aux dossiers d'immunisation des résidents de la Nouvelle-Écosse et des personnes à leur charge

### **2) Child Abuse Registry (CAR)**

Lancé en avril 2022 pour offrir aux Néo-Écossais une option numérique pour demander une vérification du registre des mauvais traitements infligés aux enfants. L'adoption du service en ligne a été plus importante que prévu et a permis de réaliser d'importantes économies pour les citoyens, car les demandeurs n'ont plus à remplir un formulaire papier à apporter dans un bureau de poste. À ce jour, CAR a permis à ses clients d'économiser plus de 25 000 heures de travail et 40 000 dollars de frais de port.

### **3) Programmes d'aide Fiona**

Tirant parti des services de la plate-forme existante (Simple Forms et GC Notify), NSDS a lancé les deux programmes pour aider les Néo-Écossais après l'ouragan Fiona. Les deux services ont été lancés deux jours après l'annonce des opérations de secours et le premier lot de chèques a été posté quatre jours seulement après le lancement du service. Ces programmes ont aidé plus de 124 000 familles à faire face à des pertes alimentaires et plus de 5 000 familles à bénéficier de services d'enlèvement d'arbres.

### **4) Subvention pour l'investissement dans la qualité**

Lancé en collaboration avec le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Ce service a été conçu pour permettre aux prestataires de services de garde d'enfants de la province de demander des subventions salariales en fonction de critères de personnel et d'inscription et fait partie de l'initiative provinciale de garde d'enfants à 10 \$ par jour.



## **1) Portail de données ouvertes des TNO**

En janvier 2023, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a lancé son portail de données ouvertes à l'adresse suivante : <https://opendata.gov.nt.ca/>. Ce portail accroît l'ouverture, la transparence et la responsabilité du gouvernement et encourage l'innovation et la résolution de problèmes.

## **2) Amélioration du secteur informatique**

En novembre 2022, le directeur général de l'information du gouvernement a reçu l'aval de la gouvernance de la TI sur un nouveau plan stratégique visant à améliorer considérablement le modèle opérationnel du secteur de la TI. Le GTNO travaille maintenant à l'élaboration du plan de projet pour exécuter la stratégie.

**À déterminer**



## 1) Initiative d'intégration des données

L'Initiative d'intégration des données (IID) appuie les modifications apportées à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (LAIPVP) (partie III. 1 Intégration des données) et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels sur la santé* (LPRPS) qui confèrent à la FPO le pouvoir de recueillir et d'intégrer des renseignements personnels (RP) provenant de ministères et d'institutions externes et de recueillir des renseignements personnels sur la santé (RPS) provenant du dossier de santé électronique (DSE) provincial.

## 2) Autorisation spéciale d'échange d'informations numériques

Au printemps 2022, DADS a été mis en service avec le produit minimum viable pour la plateforme SADIE-as-a-service basée sur HL7 FHIR. Le premier client à avoir adhéré au programme a été le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées du ministère de l'Enfance, de la Communauté et des Affaires sociales, qui a permis aux prestataires de soins de santé de soumettre des formulaires et de recevoir les réponses du ministère par l'intermédiaire de SADIE.

## 3) Système d'aide à la conformité et d'application de la réglementation (CARES)

Au printemps 2022, la nouvelle loi de 2021 sur la fixation des soins de longue durée entrainée en vigueur. Il est impératif que les inspecteurs des centres de soins de longue durée disposent des outils dont ils ont besoin pour faire leur travail dans le nouveau cadre législatif.

## 4) Application Réseau info-Emploi (WIN) dans le nuage

Le Réseau info-Emploi (RIE) (WIN) est une application en ligne et en libre-service qui gère les données relatives à la paie, aux avantages sociaux et aux ressources humaines dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). Il s'agit d'une application critique pour l'entreprise qui prend en charge tous les employés de l'organisation.



## **MyYukon**

- Lancement de notre service de compte gouvernemental MyYukon avec les premiers services.
- En 23/24, nous travaillerons à l'introduction d'un service de validation de compte/identité et à l'ajout de services disponibles.
- Nous étudierons également les approches relatives aux justificatifs numériques des portefeuilles électroniques.

## **Sharepoint Online (SPO)**

- Déplacement de tous les sites Sharepoint 2013 on Premise vers SPO.



**1) Un contrat de gestion de centre de données/réseau a débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2022 avec un partenariat (« Team Saskatchewan ») de fournisseurs locaux.**

L'accord sera initialement d'une durée de 5 ans avec des options de prolongation de 2 années supplémentaires. Il s'agira d'un contrat de service de transformation, qui permettra au SOG d'évoluer vers un environnement d'informatique en nuage hybride géré pour l'avenir.

**2) Le gouvernement de la Saskatchewan continue de faire de la cybersécurité une priorité.**

En outre, au cours des 12 à 36 prochains mois, nous nous concentrerons sur la mise en œuvre de notre stratégie de gestion des données intégrées et de notre modèle opérationnel de prestation de services.

# Municipalités

- ASIM

# ASSOCIATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION MUNICIPAUX



À déterminer

# Contexte

- Les pratiques de partage de l'information du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) permet aux administrations (fédéral, provinciales, territoriales et municipales) d'échanger des informations clés concernant les réalisations, les priorités, les problèmes et les besoins organisationnels, ainsi que les sujets d'intérêt.
- Le partage d'informations permet de stimuler la mise en réseau, l'innovation et la croissance à l'échelle nationale entre les administrations membres. Ceci est fait :
  - En donnant l'occasion aux administrations de présenter les travaux en cours.
  - Documentation des leçons apprises qui peuvent être d'intérêt.
  - Promouvoir la transparence au sein des différents gouvernements.
- Le secrétariat de l'ISAC coordonne les efforts de partage d'informations entre les administrations au sein du CDPIFP :
  - Avant toutes les réunions en personne du CDPIFP, les administrations membres reçoivent un modèle de partage d'informations.
  - Les administrations doivent remplir le modèle et le renvoyer au secrétariat de l'ISAC.
  - Le secrétariat de l'ISAC conserve la documentation complétée dans un endroit central et sécurisé (la page web des membres de Citizen First) pour permettre aux membres d'y accéder facilement. **Note** : Les informations recueillies ne peuvent être partagées sans l'approbation de l'administration membre.
- Pour l'hiver 2023, les réunions du CDPIFP, soit un total de <ENTRER LES DONNÉES> documents de partage d'information ont été reçus de la part des administrations FPTM. Plusieurs administrations n'ont pas soumis de rapport de partage d'information.

# Merci!

Pour plus d'informations concernant le partage d'informations du CDPIFP et pour toute autre question, veuillez contacter :

**Pavel Koval**

Analyste de recherche

[pavel.koval@iccs-isac.org](mailto:pavel.koval@iccs-isac.org)

**Maria Luisa Willan**

Directrice, Conseils mixtes

[maria.willan@iccs-isac.org](mailto:maria.willan@iccs-isac.org)